N° 1302478

Ordre des avocats de Paris

M. Rebellato
Rapporteur

Mme Sadrin
Rapporteur public

Audience du 30 janvier 2014
Lecture du 13 février 2014

39-08-01-01

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Le Tribunal administratif d'Orléans,
(5^{ème} chambre)

Vu la requête, enregistrée le 29 août 2013, présentée pour l'ordre des avocats de Paris, dont le siège est 11 place Dauphine à Paris (75053), par Me Catherine Weber-Seban, avocate ; l'ordre des avocats de Paris demande au tribunal :

- 1) d'annuler la décision de la commune Vierzon d'attribuer le marché d'assistance à la maîtrise d'ouvrage à la société Olivier Darmon Consultants dans le cadre du renouvellement du contrat pour l'exploitation du service des transports urbains de la ville, la décision du maire de signer le marché et son refus de mettre un terme au marché ;
- 2) d'enjoindre à la commune de Vierzon de saisir le juge des contrats afin qu'il constate sa nullité dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent jugement et sous astreinte de 50 euros par jour de retard ;
- 3) de mettre à la charge de la commune de Vierzon une somme de 3 000 euros sur le fondement des dispositions de l'article L.761-1 du code de justice administrative :

L'ordre des avocats de Paris soutient que l'offre était non conforme dès lors que le marché comportait des prestations de consultations juridiques réservées en vertu de la loi du 31 décembre 1971 à certaines personnes ;

Vu l'ordonnance en date du 26 septembre 2013 fixant la clôture de l'instruction au 16 octobre 2013 en application des articles R.613-1 et R.613-3 du code de justice administrative ;

Vu l'ordonnance en date du 14 octobre 2013 décidant la réouverture de l'instruction, en application de l'article R.613-4 du code de justice administrative, et fixant la clôture de l'instruction au 4 novembre 2013 ;

Vu le mémoire en défense, enregistré le 4 novembre 2013, présenté pour la société Olivier Darmon Consultants dont le siège est au 4 rue du Bourg Neuf à Preuilly-sur-Claise

(37290), par Me Jean-Louis Péru, avocat ; la société Olivier Darmon Consultants demande au tribunal de rejeter la requête présentée par l'ordre des avocats de Paris et de mettre à la charge de l'ordre des avocats de Paris une somme de 3 000 euros sur le fondement des dispositions de l'article L.761-1 du code de justice administrative ;

Elle soutient que l'ordre des avocats de Paris n'a pas d'intérêt à agir, que le marché ne comprend pas des prestations de consultation juridique et que le titulaire répondait aux conditions posées par la loi du 31 décembre 1971 ;

Vu le mémoire en défense, enregistré le 4 novembre 2013, présenté pour la commune de Vierzon, par Me Jean-Louis Péru, avocat ; la commune de Vierzon demande au tribunal de rejeter la requête présentée par l'ordre des avocats de Paris et de mettre à la charge de l'ordre des avocats de Paris une somme de 3 000 euros sur le fondement des dispositions de l'article L.761-1 du code de justice administrative ;

Elle soutient que l'ordre des avocats de Paris n'a pas d'intérêt à agir, que le marché ne comprend pas des prestations de consultation juridique et que le titulaire répondait aux conditions posées par la loi du 31 décembre 1971 ;

Vu l'ordonnance en date du 6 novembre 2013 décidant la réouverture de l'instruction, en application de l'article R.613-4 du code de justice administrative, et fixant la clôture de l'instruction au 27 novembre 2013 ;

Vu l'ordonnance en date du 27 novembre 2013 décidant la réouverture de l'instruction, en application de l'article R.613-4 du code de justice administrative, et fixant la clôture de l'instruction au 12 décembre 2013 ;

Vu le mémoire en réplique, enregistré le 10 décembre 2013, présenté pour l'ordre des avocats de Paris, par Me Catherine Weber-Seban, avocate ; l'ordre des avocats de Paris conclut aux mêmes fins que dans sa requête ;

Par les mêmes moyens ;

Vu l'ordonnance en date du 13 décembre 2013 décidant la réouverture de l'instruction, en application de l'article R.613-4 du code de justice administrative, et fixant la clôture de l'instruction au 13 janvier 2014 ;

Vu le mémoire en défense, enregistré le 10 janvier 2014, présenté pour la société Olivier Darmon Consultants, par Me Jean-Louis Péru, avocat ; la société Olivier Darmon Consultants conclut aux mêmes fins que dans son précédent mémoire ;

Par les mêmes moyens ;

Vu le mémoire en défense, enregistré le 10 janvier 2014, présenté pour la commune de Vierzon, par Me Jean-Louis Péru, avocat ; la commune de Vierzon conclut aux mêmes fins que dans son précédent mémoire ;

Par les mêmes moyens ;

Vu l'ordonnance en date du 14 janvier 2014 décidant la réouverture de l'instruction, en application de l'article R.613-4 du code de justice administrative ;

Vu le mémoire en réplique, enregistré le 24 janvier 2014, présenté pour l'ordre des avocats de Paris, par Me Catherine Weber-Seban, avocate ; l'ordre des avocats de Paris conclut aux mêmes fins que dans sa requête ;

Par les mêmes moyens ;

Vu les autres pièces du dossier ;

Vu le code des marchés publics ;

Vu la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques ;

Vu le code de justice administrative ;

Les parties ayant été régulièrement averties du jour de l'audience ;

Après avoir entendu au cours de l'audience publique du 30 janvier 2014 :

- le rapport de M. Rebellato, rapporteur ;

- les conclusions de Mme Sadrin, rapporteur public ;

- et les observations de Me Webber Seban, avocate de l'ordre des avocats au barreau de Paris ;

Sur les conclusions en annulation et en injonction :

1. Considérant que l'ordre des avocats de Paris, qui n'a pas présenté d'offre au marché d'assistance à la maîtrise d'ouvrage passé dans le cadre du renouvellement du contrat pour l'exploitation du service des transports urbains de la commune de Vierzon, a la qualité de tiers au contrat et est recevable, si elle en a intérêt, à demander l'annulation des actes qui en sont détachables ;

2. Considérant qu'aux termes l'article 54 de la loi susvisée du 31 décembre 1971: « *Nul ne peut, directement ou par personne interposée, à titre habituel et rémunéré, donner des consultations juridiques ou rédiger des actes sous seing privé, pour autrui : 1° S'il n'est titulaire d'une licence en droit ou s'il ne justifie, à défaut, d'une compétence juridique appropriée à la consultation et la rédaction d'actes en matière juridique qu'il est autorisé à pratiquer conformément aux articles 56 à 66. (...). Pour chacune des activités non réglementées visées à l'article 60, elle résulte de l'agrément donné, pour la pratique du droit à titre accessoire de celle-ci, par un arrêté, pris après avis d'une commission, qui fixe, le cas échéant, les conditions de qualification ou d'expérience juridique exigées des personnes exerçant cette activité et*

souhaitant pratiquer le droit à titre accessoire de celle-ci. » ; que l'article 17 de ladite loi confère, notamment, à l'Ordre la tâche « *de traiter toute question intéressant l'exercice de la profession, la défense des droits des avocats et la stricte observation de leurs devoirs* » ;

3. Considérant que l'ordre des avocats de Paris fait valoir qu'il a intérêt à agir dès lors que l'attribution du marché à un titulaire qui ne pouvait donner des consultations juridiques est de nature à affecter les intérêts généraux des avocats parisiens qu'elle a pour mission de défendre et qui pouvaient postuler au marché ; que toutefois, eu égard aux effets exclusivement locaux des décisions qu'il conteste, à l'objet du marché et à son très faible montant, l'ordre des avocats de Paris ne justifie pas d'un intérêt à agir suffisamment direct et certain pour contester les décisions de la commune de Vierzon attribuant le marché d'assistance à la maîtrise d'ouvrage pour le renouvellement du contrat d'exploitation du service des transports urbains de la ville, autorisant la signature du marché et refusant d'y mettre un terme ; qu'ainsi, les conclusions de l'Ordre des avocats de Paris tendant à l'annulation de ces décisions ne sont pas recevables ; que, par voie de conséquence, ses conclusions en injonction doivent être rejetées ;

Sur les conclusions tendant à l'application des dispositions de l'article L.761-1 du code de justice administrative :

4. Considérant que les dispositions de l'article L.761-1 du code de justice administrative font obstacle à ce que soit mise à la charge de la commune de Vierzon, qui n'est pas la partie perdante dans la présente instance, la somme que l'ordre des avocats de Paris demande au titre des frais exposés par lui et non compris dans les dépens ; qu'il y a lieu, en revanche, de faire application de ces dispositions et de mettre à la charge de l'ordre des avocats de Paris une somme de 1 000 euros au titre des frais exposés par la commune de Vierzon et la même somme au titre des frais exposés par la société Olivier Darmon et non compris dans les dépens ;

DECIDE :

Article 1^{er} : La requête présentée par l'ordre des avocats de Paris est rejetée.

Article 2 : L'ordre des avocats de Paris versera à la commune de Vierzon et à la société Olivier Darmon une somme de 1 000 euros (mille euros) chacun au titre de l'article L.761-1 du code de justice administrative.

Article 3 : Le présent jugement sera notifié à l'ordre des avocats de Paris, à la commune de Vierzon et à la société Olivier Darmon Consultants.

Délibéré après l'audience du 30 janvier 2014 à laquelle siégeaient :

M. Delandre, président,
M. Jaosidy, premier conseiller,
M. Rebellato, conseiller.

Lu en audience publique le 13 février 2014.

Le rapporteur,

Le président,

Julien REBELLATO

Jean-Michel DELANDRE

Le greffier,

Marie-Claude LANGLAIS

La République mande et ordonne au préfet du Cher en ce qui le concerne ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées de pourvoir à l'exécution du présent jugement.